

Combattre la précarité énergétique - Quels instruments économiques?

Fabien Roques, Université Paris Dauphine et FTI Compass Lexecon

Chaire EPPP

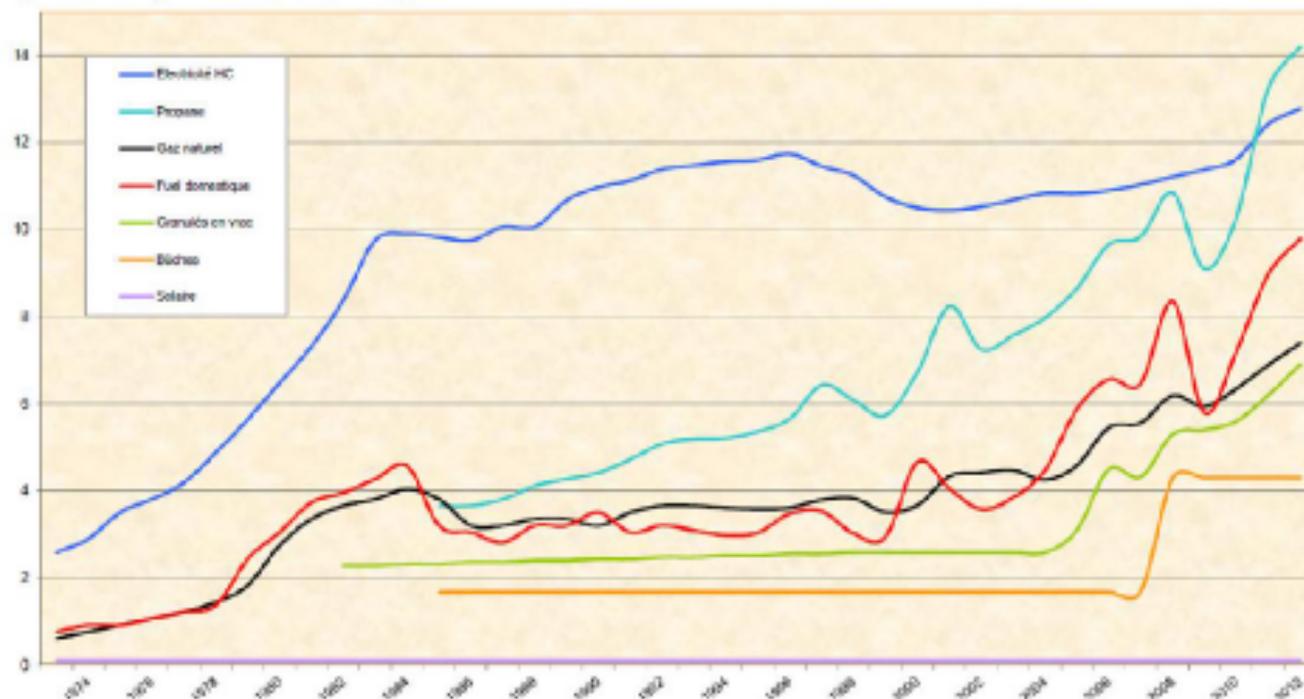
"La tarification sociale de l'eau et de l'énergie : mirage ou solution ?"

Paris – 8 Janvier 2014

Contexte: Des prix de l'énergie en augmentation

Prix des énergies à usage domestique en France de 1974 à 2012

(en centimes d'euros TTC courants par kWh PCI)



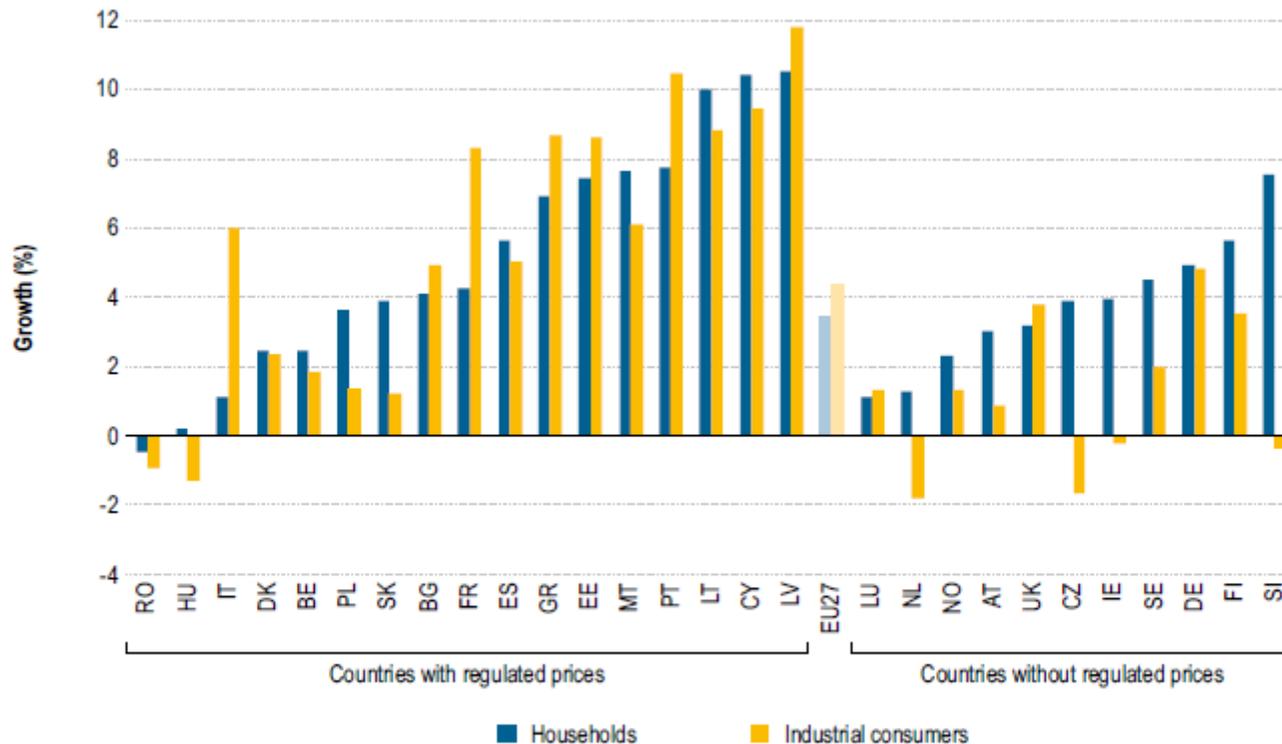
Notes : électricité avec abonnement compris (option heures creuses) ; bûches de hêtre en 33cm ; moyenne française pour le fuel domestique ; gaz naturel avec abonnement compris.

Source : Ademe, 2013

- Les prix de l'énergie sont un des éléments affectant la compétitivité internationale de l'industrie, et posant des questions sociales pour les particuliers.
- La soutenabilité sociale des prix de l'énergie est une condition nécessaire pour réussir la transition énergétique.

Une forte augmentation des prix de l'électricité ces dernières années en France et en Europe

Evolution moyenne annuelle des prix de l'électricité en Europe entre 2008 et 2012



Source: ACER, based on Eurostat (25/5/2013), DC: 2,500-5,000 kWh; CAGR: The Compound Annual Growth Rate is calculated by taking the 4th root of the total percentage of the year-on-year growth rate for the analysed period (2008 to 2012), i.e. as follows: $\{(Ending\ Value/Beginning\ Value)^{(1/4)} - 1\}$.

- Entre 2008 et 2012, l'augmentation a été en moyenne de 1% par an pour les industriels et de 4% pour les particuliers en Europe (dans les pays sans tarifs réglementés).
- La France est un des pays qui a vu les plus fortes augmentations (environ 4% par an pour les particuliers et 8% par an pour les industriels), ce qui s'explique en grande partie par un rattrapage du au faible niveau des tarifs en 2008.

La précarité énergétique augmente

- **En Europe 50 à 125 millions de personnes** sont frappées par la précarité énergétique (un foyer sur sept) d'après EPEE, avec un impact sanitaire important.
- Les **multiples déterminants** de la précarité énergétique (prix élevé de l'énergie, mauvaise condition d'habitat, faibles ressources financières) rendent difficiles la caractérisation des ménages concernés.
- **Pas de définition commune** au niveau Européen de la précarité énergétique: plusieurs indicateurs existent, mais le critère de définition actuellement retenu est l'allocation d'au moins 10 % des revenus aux dépenses énergétiques : 3,8 millions de ménages seraient alors concernés en France.
- Deux types d'approches:
 - un ensemble **d'aides curatives** liées au paiement des factures (aides au revenu, tarifs sociaux de l'énergie, aides à la solvabilisation en cas d'impayé, etc.)
 - des **aides préventives** liées à la rénovation thermique des logements.
- Retour d'expérience montre que le **problème du ciblage et de l'accompagnement des ayants droits** est central (croisement des informations : consommation, revenu, logement, âge, composition familiale, etc.)

Quels leviers d'action publique contre la précarité énergétique?

■ Approche économique optimale de la précarité énergétique:

- Faible corrélation entre vulnérabilité économique et précarité énergétique justifie d'avoir une politique sectorielle spécifique.
- Substituabilité des sources d'énergie pour les usages domestiques justifie d'avoir une approche toutes énergies.
- Mesures traitant les causes structurelles de la précarité (logement, etc.) préférables.
- Un principe fondamental: les prix doivent refléter les coûts: compensation / redistribution ex post plus efficace (e.g. chèque énergie).

■ Que penser d' une tarification progressive ?

- Boiteux définit dans les années 1940 la tarification optimale comme enveloppant au mieux la fonction de surplus de ceux qui utilisent l'électricité pour faire quelque chose, ce qui implique des tarifs efficaces concaves (plus consomme, moins prêt à payer).
- Tarification progressive convexe pas optimale car s'écarte de la structure de coûts, et pose des problèmes de mise en œuvre dans un monde libéralisé avec concurrence entre fournisseurs.
- Tarification progressive doit être associée à des critères d'éligibilité stricts pour minimiser l'effet d'aubaine et les dés-incitations à la maîtrise de la consommation: surtout éviter le tarif universel!
- Modalités d'attribution : guichet unique et accompagnement pour réduire les couts de transaction



Merci de votre attention

Fabien Roques
Senior Vice President
FTI - COMPASS LEXECON

froques@compasslexecon.com

+33 1 53 05 36 29 direct
+33 7 88 37 15 01 mobile
+33 1 53 05 36 16 fax